

Commerce mondial : des guerres commerciales au boom de l'IA

Perspectives 2026-2027 pour l'économie mondiale

Elliot Aurissergues, OFCE, DAP

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

- Contexte macroéconomique
- Cadrage et prévision
- Emploi
- Ménages
- Entreprises
- Finances publiques
- Commerce extérieur

International

- Synthèse internationale
- Politique monétaire
- Finances publiques
- Inflation
- Marché du travail

Commerce international

Analyses Pays

- Allemagne
- Espagne
- Royaume-Uni
- États-Unis
- Chine
- Asie (hors Chine)

Comptes Pays

- Allemagne
- Espagne
- France
- Italie
- Royaume-Uni
- États-Unis

Veillez citer ce travail comme suit :

Elliot Aurissergues (2026). « Commerce mondial : des guerres commerciales au boom de l'IA », *Prévisions d'octobre 2026*, IFE|OFCE.

Première publication : 14 octobre 2026

Dernière modification : 13 octobre 2026

Contact

Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
<https://www.ofce.fr>

Commerce mondial : des guerres commerciales au boom de l'IA

Perspectives 2026-2027 pour l'économie mondiale

Elliot Aurissergues

L'année 2025 a été marquée par la guerre commerciale. Dès le début de son nouveau mandat, Donald Trump a imposé des tarifs douaniers substantiels sur certains produits considérés comme « stratégiques » et sur certains pays accusés de participer au trafic de fentanyl vers les États-Unis, avant de se lancer dans une offensive mondiale lors du *Liberation Day*. Ce jour-là, le président américain imposait des hausses de tarifs douaniers à l'ensemble du globe et des droits supplémentaires parfois punitifs aux pays bénéficiant d'un excédent commercial bilatéral avec les États-Unis. Il suspendait cependant les mesures du *Liberation Day* dans la foulée, et annonçait l'ouverture de négociations commerciales bilatérales avec ses principaux partenaires commerciaux. Nous avons analysé ce processus dans nos précédentes prévisions d'avril 2025, d'octobre 2025 et d'avril 2026. Les évolutions observées depuis six mois confirment largement les tendances déjà entrevues lors de notre précédent exercice.

Les négociations ne se sont pas déroulées comme le président américain l'avait espéré. Si les alliés historiques des États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale (Royaume-Uni, Union européenne, Japon, Corée du Sud) acceptaient des concessions en apparence substantielles¹, la Chine adoptait une stratégie beaucoup plus conflictuelle, via des tarifs douaniers en représailles et le contrôle des exportations de terres rares. Cette stratégie s'est, semble-t-il, révélée efficace. Selon le site tradewartracker, les droits

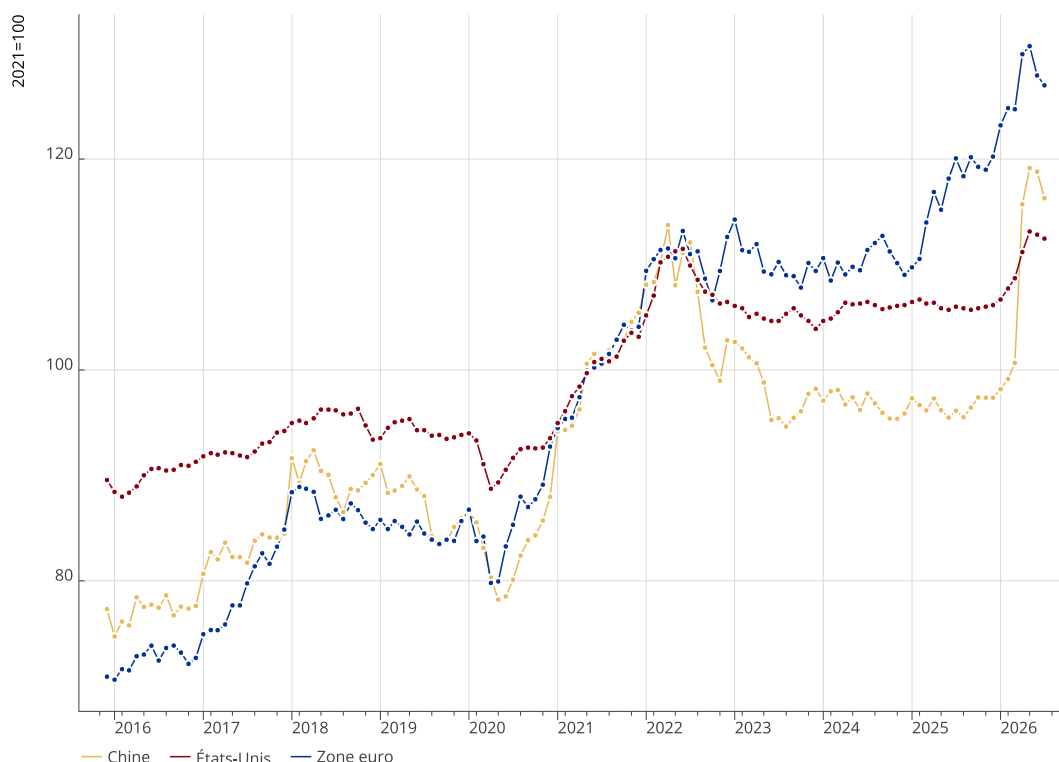
¹Ces accords se caractérisaient par des tarifs supplémentaires modérés, compris entre 10 et 20 %, en échange de quoi les pays « partenaires » s'engageaient à abaisser leurs propres barrières sur les produits américains, et promettaient d'augmenter leurs importations et d'effectuer des investissements directs aux États-Unis. Il convient cependant de souligner que ces dernières promesses étaient assez vagues (au moins dans l'esprit des négociateurs des pays partenaires) et incluaient des importations et des investissements qui auraient été probablement réalisés de toute façon.

de douane statutaires sur les produits chinois sont aujourd'hui de 22,8 %², 11 points de plus qu'en décembre 2024. Cette hausse n'est pas très différente de celle subie par les pays de l'Union européenne (8,4 points), le Royaume-Uni (8,3 points), et est inférieure à celle connue par le Japon (13,1 points) et la Corée du Sud (13,1 points). L'augmentation moyenne du tarif statuaire est de 9 points, et est au final très homogène selon les pays. Les autres mesures, comme les ratios des droits de douane sur la valeur des importations, donnent des résultats similaires³.

En parallèle de ses négociations difficiles avec la Chine, l'administration américaine subissait une lourde déconvenue sur le plan intérieur. En février 2026, la Cour suprême, pourtant composée de 3 juges nommés par Trump, 3 juges conservateurs nommés par ses prédécesseurs, et seulement 3 juges nommés par des présidents démocrates, invalidait une large partie des droits de douane mis en place. Ceux-ci ont ensuite été rétablis en invoquant d'autres mécanismes juridiques mais les droits indûment perçus avant février 2026 doivent être remboursés par l'administration américaine (voir notre récent post de blog sur le sujet pour plus de détails). Au final, le bilan de la guerre commerciale est pour le moins mitigé au regard de ses objectifs affichés. Elle a certes permis à l'État américain d'obtenir des recettes fiscales supplémentaires de l'ordre d'environ 1 point de PIB mais, *in fine*, la taxe a été majoritairement supportée par les consommateurs et les importateurs américains et non par les pays exportateurs comme l'espérait l'administration américaine (voir par exemple Cavallo et al. (2026)). Un impact légèrement positif sur la balance commerciale américaine n'est pas exclu mais celle-ci reste très largement déficitaire. À court terme, les droits de douane ne jouent que sur le prix des importations et ne rendent pas les exportations américaines plus compétitives. La guerre commerciale intervient de plus au milieu d'un choc de compétitivité en provenance de l'économie chinoise (voir graphique 1), ce qui explique probablement la résilience du commerce extérieur chinois quand les tarifs douaniers américains étaient très élevés. À plus long terme, excédents et déficits courants sont déterminés par les comportements d'épargne et d'investissement des différents pays.

²Les tarifs statutaires sont calculés comme une moyenne pondérée des tarifs appliqués sur les différents produits. Les pondérations utilisées sont les poids dans les exportations en 2024.

³Les droits de douane représentent 6,3 % de la valeur des importations, soit 4 points de plus qu'en décembre 2024. La moyenne est cependant surtout tirée vers le bas par les pays de l'USMCA, le Canada et le Mexique. La hausse est de dix points pour la Chine, 9 points pour le Japon, presque 8 points pour l'Allemagne. La France bénéficie d'une hausse plus faible (5 points), notamment en raison du traitement plus favorable réservé aux produits de la construction aéronautique.

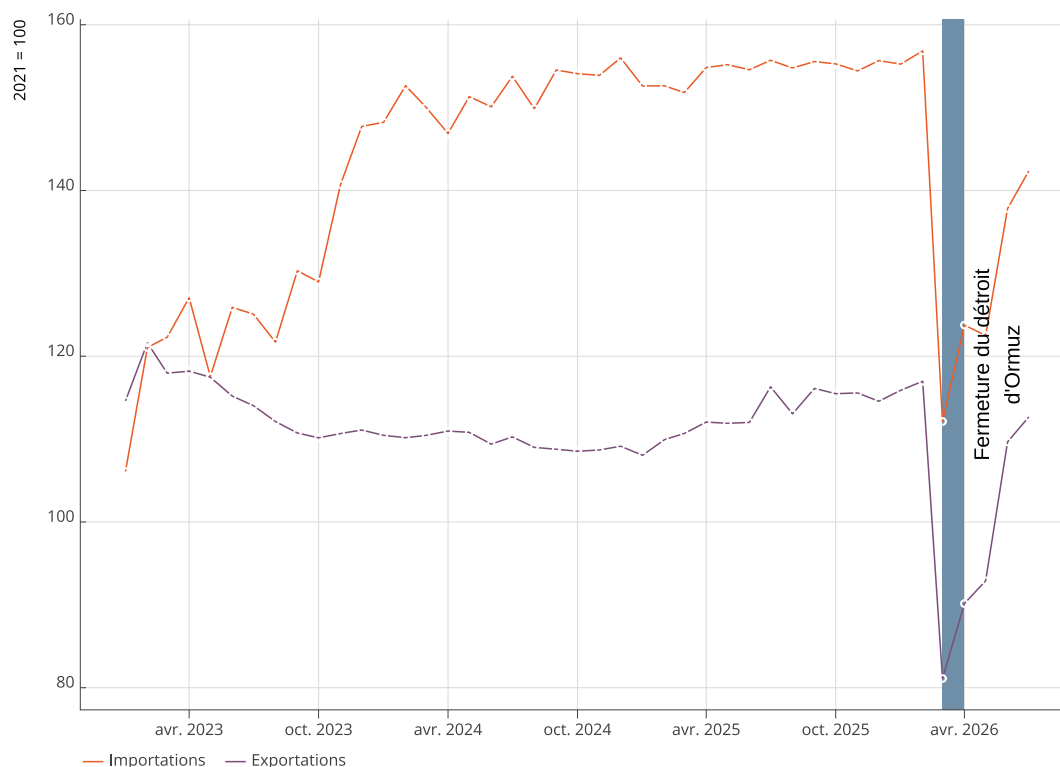
Graphique 1 : Prix à l'exportation des grandes zones

Note : Indice des prix à l'exportation en dollars.

Sources : CPB World Trade Monitor, juillet 2026, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

1 Le blocage du détroit d'Ormuz : un choc régional aux répercussions mondiales

Probablement déçu par ce maigre bilan, Donald Trump est passé à autre chose en 2026. Pour provoquer un choc majeur sur l'économie mondiale, il a cette fois choisi de déclencher une vraie guerre, en bombardant l'Iran en février 2026. Le plan initial envisageait une campagne courte débouchant rapidement sur un changement de régime après l'élimination d'une large partie des dirigeants iraniens. Une fois de plus, les choses ne se sont pas déroulées comme prévu. Le régime iranien n'est pas tombé et est parvenu à bloquer le détroit d'Ormuz par lequel transitait 20 % de la consommation mondiale de pétrole (voir ici) avec très peu d'options alternatives pour les pays exportateurs de la région. Le résultat est une nouvelle flambée du prix du pétrole dont l'impact est analysé en détail ici. L'impact est aussi très significatif sur le commerce de la région comme le montre la graphique 2. Exportations et importations depuis et vers le Moyen-Orient se sont contractées de 30 % en volume en mars pour l'ensemble de l'Afrique et du Moyen-Orient, donc avec un effet localisé encore plus fort pour celui-ci. Elles ont ensuite rebondi entre avril et juin à la faveur de la (relative) accalmie du conflit, les exportations revenant même à leur niveau pré-conflit en juin, dernière donnée disponible. Le regain de tension observé depuis, avec notamment la reprise du conflit au Yémen, pourrait entraîner une rechute.

Graphique 2 : L'impact commercial du conflit au Moyen-Orient

Note : Afrique et Moyen-Orient ; dernière observation : juillet 2026, données CVS.
Sources : CPB World Trade Monitor, juillet 2026, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

2 L'IA bouleverse les flux commerciaux

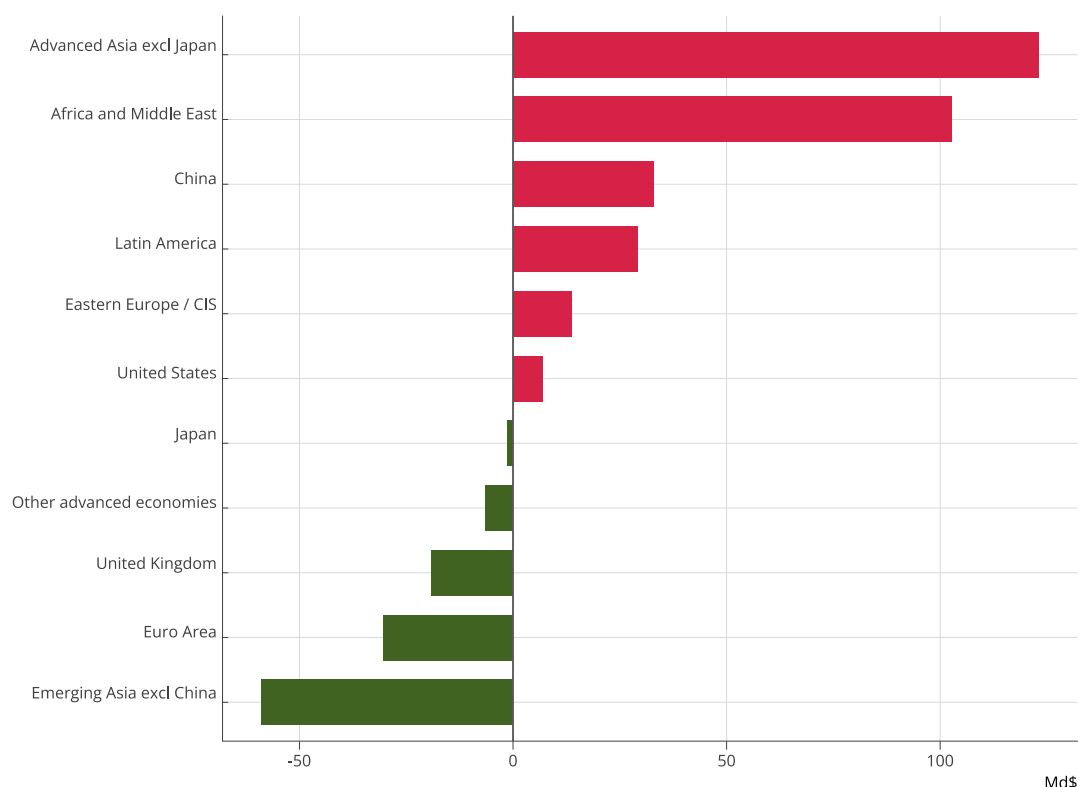
Les perturbations induites par la politique du président américain ne doivent pas masquer les tendances structurelles. Parmi elles, l'explosion du commerce lié à l'intelligence artificielle est un fait marquant de l'année 2026. Les importations de produits liés à l'IA (notamment les semi-conducteurs et plus généralement les produits informatiques utilisés dans les data centers) se sont accrues de 73 % entre 2024 et début 2026 quand les importations des autres produits ne progressaient que de 3 % (voir l'analyse de Raul Sampognaro et le document de travail de Michael Waugh sur le sujet). Les exportations taïwanaises⁴ et sud-coréennes⁵ de semi-conducteurs explosent depuis le début de l'année tout comme les exportations et les importations chinoises. Les exportations sud-coréennes ont ainsi augmenté de 200 % entre août 2026 et août 2025 ! À l'accroissement des volumes s'ajoute un effet prix avec des hausses de 50 % voire plus pour certains types de semi-conducteurs par rapport à 2025. Ces évolutions remarquables soulèvent cependant quelques interrogations. En effet, si les données commerciales permettent bien d'identifier la forte hausse du solde commercial de l'Asie avancée hors Chine,

⁴L'entreprise taïwanaise TSMC produit les puces « logiques » utilisées pour l'entraînement des grands modèles d'IA.

⁵La Corée du Sud est l'un des principaux fournisseurs des puces mémoire utilisées notamment dans les serveurs des data centers.

aucune zone ne présente une dégradation correspondante de son solde pour le moment (voir graphique 3). Cela ne remet toutefois pas en question l'ampleur des investissements réalisés, visible dans les comptes nationaux américains par exemple, et la hausse des prix des semi-conducteurs.

Graphique 3 : Variations du solde commercial des grandes zones entre 2025S2 et 2026S1



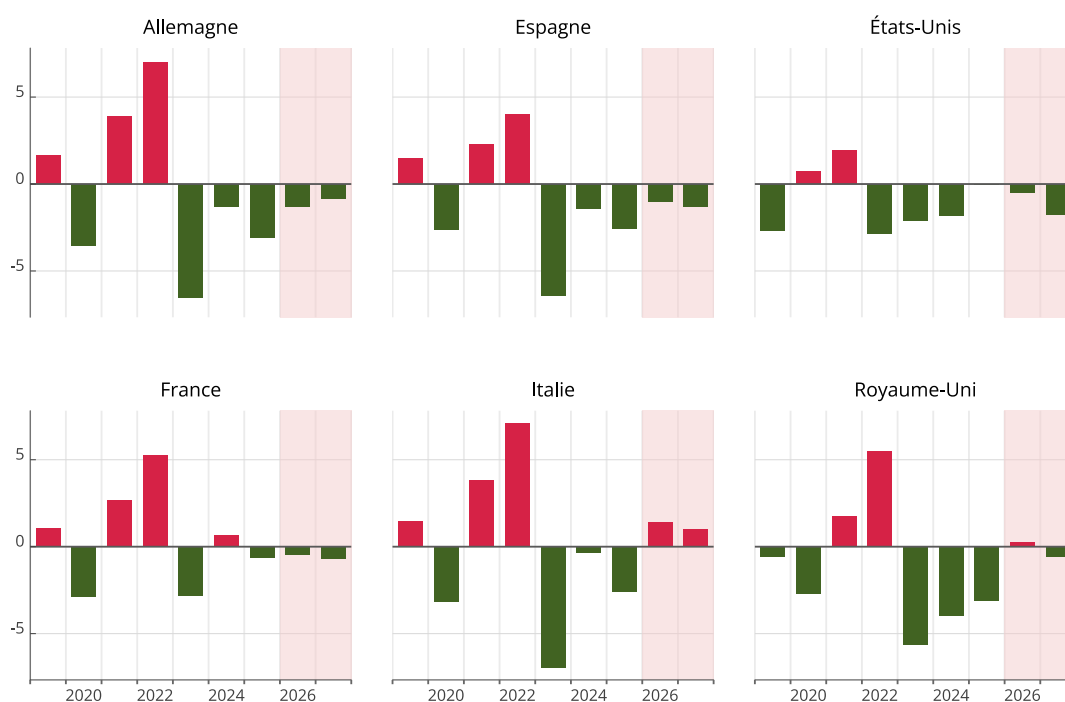
Sources : CPB World Trade Monitor, juin 2026, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

3 Des écarts de compétitivité à surveiller au sein des économies avancées

Les ajustements de compétitivité-prix au sein des économies avancées ont un impact moins spectaculaire sur le commerce international que les ruptures technologiques, les conflits armés, les crises sanitaires ou les guerres commerciales. Leur effet n'en est pas pour autant négligeable, notamment au sein de la zone euro, où la France et l'Italie ont connu une dépréciation réelle de l'ordre de 5 % depuis 2019 (voir la fiche commerce extérieur de la France). Afin de mesurer plus précisément ces chocs de compétitivité, nous calculons chaque année, pour les différents pays, l'évolution du déflateur des exportations rapporté au prix des concurrents à l'exportation, corrigé des effets de change. Les résultats présentés dans la graphique 4 font apparaître une évolution commune aux pays européens en 2021-2023, puis une divergence croissante. Tous enregistrent

une forte amélioration de leur compétitivité en 2021 et 2022, suivie d'une dégradation en 2023. À partir de 2024, les trajectoires se différencient davantage. Le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne connaissent ainsi une détérioration marquée en 2024 et 2025, de 6 à 7 points pour le premier et d'environ 4 points pour les deux autres. La dégradation est plus limitée en Italie et aux États-Unis, et surtout en France. Nous estimons ensuite dans le tableau 1 l'impact de ces chocs sur le PIB. L'effet négatif serait particulièrement marqué en Allemagne, au Royaume-Uni et en Espagne et pèserait sur la contribution du commerce extérieur à la croissance de ces pays en 2026 et 2027. Ces estimations doivent toutefois être interprétées avec prudence. La mesure de la compétitivité-prix est sensible à la définition retenue du prix des concurrents ainsi qu'aux différences méthodologiques dans le calcul des prix nationaux à l'exportation⁶. Les élasticités-prix du commerce international et les forces de rappel que nous retenons sont plausibles, mais la littérature fournit des estimations très hétérogènes sur ces paramètres. Enfin, les transformations structurelles du commerce international peuvent rendre plus difficile l'identification empirique de l'effet propre de la compétitivité-prix.

Graphique 4 : Evolution de la compétitivité prix dans les différents pays



Note : Le choc de compétitivité est mesuré comme l'évolution du déflateur des exportations rapporté au prix des concurrents à l'exportation estimés par l'OCDE. Une évolution positive signifie que la compétitivité prix s'améliore (le prix des concurrents progresse plus vite que le déflateur national des exportations).

Sources : OCDE, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

⁶Les méthodes sont en principe harmonisées mais des différences peuvent persister.

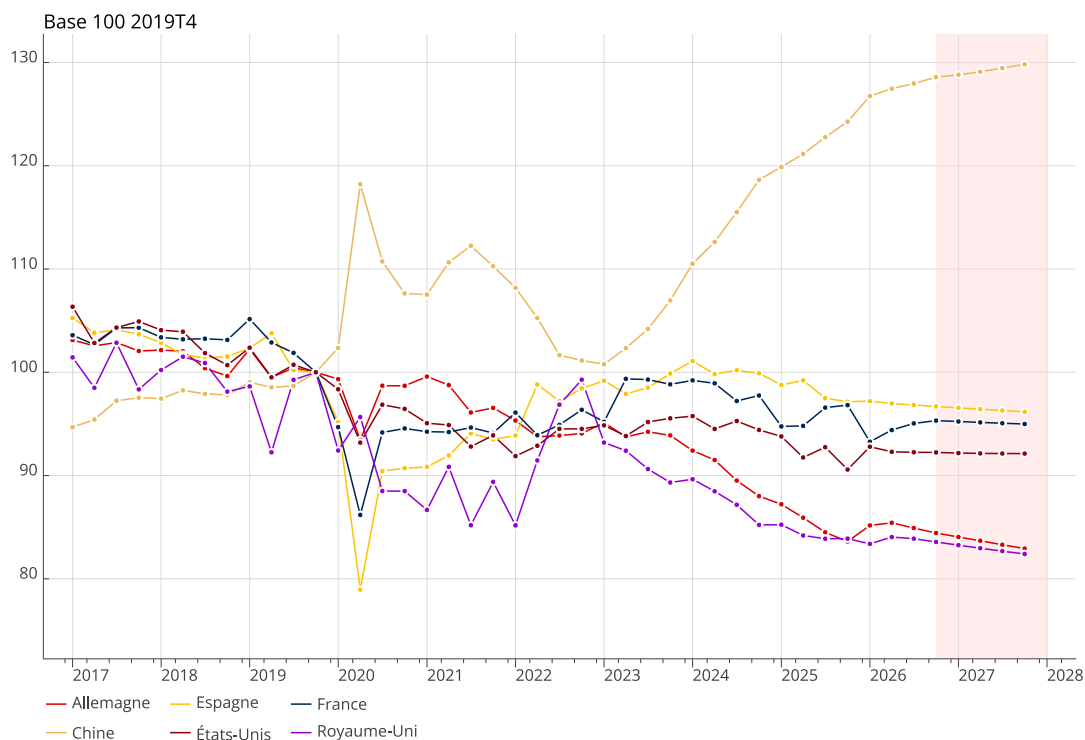
Tableau 1 : Effets des chocs de compétitivité sur le taux de croissance du PIB

	2023	2024	2025	2026	2027
France	0,5	0,1	0,1	0,0	-0,0
Allemagne	0,7	-0,1	-0,3	-0,5	-0,4
Italie	0,7	-0,2	-0,2	-0,3	-0,0
Espagne	0,3	-0,4	-0,4	-0,5	-0,4
Royaume-Uni	0,4	-0,3	-0,6	-0,6	-0,3
États-Unis	-0,2	-0,4	-0,4	-0,2	-0,3

Note : L'impact sur le taux de croissance du PIB pour une année donnée est calculé comme la somme des chocs passés multipliés par leurs effets contemporains ou retardés ; 2026 et 2027 : prévisions.

Sources : Calculs IFE-OFCE, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

En 2026 et 2027, le commerce mondial resterait ainsi soumis à de nombreux facteurs de perturbation. La politique commerciale américaine continuerait de renchérir les échanges et d'entretenir l'incertitude. Le conflit au Moyen-Orient pèserait sur le commerce de la région ainsi que sur les coûts de transport et de l'énergie, tandis que l'essor des investissements liés à l'intelligence artificielle soutiendrait les échanges de produits électroniques en Asie. La Chine continuerait de gagner des parts de marché, notamment grâce à la poursuite de sa montée en gamme dans des secteurs comme les semi-conducteurs ou l'automobile. Dans les économies avancées, la dégradation de la compétitivité-prix pénaliserait les exportations allemandes, britanniques et espagnoles, tandis que la France et l'Italie seraient moins affectées.

Graphique 5 : Évolution des parts de marché

Note : Les parts de marché sont calculés comme le ratio des exportations sur la demande adressée par le reste du monde.

Source : Préviation ife-ofce octobre 2026.